



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 Glisy

Glisy, le 22/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE**

13 rue du 8 mai 1945  
80300 Fricourt

Références : 2024-E10064  
Code AIOT : 0005102229

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement FER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE implanté 13 rue du 8 mai 1945 80300 Fricourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les gros dépassements (2 fois la VLE) lors des contrôles inopinés "eau" constitue un véritable enjeu pour l'inspection. Les actions amorcées sur les dernières années pour réduire les gros dépassements nécessitent d'être amplifiées via la nouvelle stratégie régionale destinée à réduire fortement, et plus rapidement, le taux de gros dépassements constatés lors des campagnes annuelles de contrôles inopinés. Des inspections systématiques sont réalisées afin de contrôler les actions menées pour résorber et respecter la réglementation applicable.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE
- 13 rue du 8 mai 1945 80300 Fricourt
- Code AIOT : 0005102229
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Fricourt Environnement Recyclage (FER) exploite une installation de transit, regroupement et tri de déchets de métaux non dangereux, de papiers- cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, de déchets dangereux en petite quantité et de dépollution, démontage, broyage des véhicules hors d'usage (VHU) et de séparation de leur différents composants métalliques.

La société FER est soumise à autorisation et est réglementée notamment par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2011, et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 septembre 2017.

**Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Déchets
- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

aucun DOSEP non soldé dans GUN.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	TYPES D'EFFLUENTS	Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 4.3.8	Sans objet
2	CARACTÉRISATION DES RISQUES	Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 7.2.2	Sans objet
3	GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES	Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 7.4.4	Sans objet
4	MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS	Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 7.6.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu des constats réalisés lors de la visite d'inspection, aucune suite administrative n'est proposée.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : TYPES D'EFFLUENTS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VALEURS LIMITES D'ÉMISSION
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. [...] Fer, aluminium et composés : 5 mg/l si flux >20g/j [...] Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.
<b>Constats :</b>  Le contrôle inopiné du 8 novembre 2023 a mis en exergue un dépassement du paramètre Fer+Alu de plus de 2 fois la VLE (30 mg/l). Le rapport du laboratoire Cereco (n° B23/R12652/00003) indique une méthode de prélèvement sur un échantillon moyen résultant de 2 prélèvements ponctuels espacés d'une demi-heure. Les conditions d'accès aux points de prélèvement étaient conformes.  Par mail du 19/12 2023, l'inspection des installations classées demande les raisons qui ont conduit à ce dépassement et les actions correctives mis en place pour y remédier.  L'exploitant a répondu par mail du 03/01/24 que : « <i>Les investigations menées pour rechercher la cause d'une concentration élevée en FER+Aluminium dans nos eaux de rejet du 08/11/2023 n'ont pas permis de trouver une explication à ces dépassements. De nouvelles mesures vont être effectuées au cours du mois de janvier 2024 afin de vérifier si il s'agit d'un dépassement ponctuel ou régulier. Les résultats vous seront envoyés dès réception.</i> »  L'exploitant présente le rapport d'analyse (n°2024.02.272/00) du 16/02/24 réalisé par la société Flandres-analyses démontrant aucun dépassement des VLE (prélèvement instantané).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant portera une attention particulière sur le paramètre DBO5.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : CARACTÉRISATION DES RISQUES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ZONAGE INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

<p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> <p>Les stockages de déchets respectent le plan de zonage fourni en annexe I.</p> <p>En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le stockage de pneus se fait sur une aire n'excédant pas 20 m<sup>2</sup>.</li> <li>- le stockage de DIB se fait uniquement sur la zone couverte dédiée.</li> <li>- les VHU en attente de dépollution sont stockés uniquement dans le hangar ou l'aire de moins de 25 m<sup>2</sup> signalisée sachant que les véhicules dépollués sont ensuite stockés sur dalle béton en attente d'élimination (hauteur de stockage maximale de 4m).</li> <li>- Les autres stockages (notamment stock de ferrailles) ne dépasse pas non plus 4m de hauteur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant via son application KOREC de la société KERLOG a présenté le registre d'entrée-sortie sur le mois de février.</p> <p>Les zones de stockages de déchets respectent le plan de zonage et n'excedent pas les quantités et hauteurs prévues.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 7.4.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, FORMATION DU PERSONNEL</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site. y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>L'exploitant doit fixer par consigne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; La composition des équipes d'intervention et leur rôle</li> <li>&gt; La fréquence des exercices</li> </ul> <p>Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le cursus de suivi des différents opérateurs et intervenants pour les extincteurs (sécurité feu en avril 2023), la climatisation (pour les opérateurs VHU), les différents CASES...</p> <p>Un tableau de suivi et renouvellement est présenté.</p>

<p>la formation sur la reconnaissance et la gestion de déchets dangereux et les risques inhérents à l'installation est réalisée par la responsable QHSE du site lors des nouvelles arrivées. De plus, une formation sur la législation et le suivi sous "Track déchet" est réalisée.</p> <p>La consigne a été présentée et définie le domaine d'application, le mode opératoire et la périodicité du contrôle. Le dernier exercice incendie a été réalisé « en condition réel » en août 2023. Les deux derniers comptes rendus ont été présentés. L'exploitant indique s'être déjà mis en "ordre de marche" pour être conforme au nouvel arrêté "incendie" du 22 décembre 2023.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 7.6.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier contrôle des extincteurs a été réalisé par la société sécurité feu le 9 octobre 2023. Un registre de contrôle est présenté. Le SDIS 80 est venu contrôler les réserves d'eau, le marquage et les raccords en fin d'année 2023. Lors de la visite, il a été constaté un nouveau marquage au niveau des réserves incendies.</p> <p>L'exploitant indique qu'un plan étaré est en cours de réalisation avec le SDIS 80.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>